



## Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
9 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

### Comité des droits de l'homme

#### Communication n° 2289/2013

#### Constatations adoptées par le Comité à sa 115<sup>e</sup> session (19 octobre-6 novembre 2015)

<i>Communication présentée par :</i>	Pavel Selyun (représenté par un conseil, Andrei Paluda)
<i>Au nom de :</i>	L'auteur
<i>État partie :</i>	Bélarus
<i>Date de la communication :</i>	27 septembre 2013 (date de la lettre initiale)
<i>Références :</i>	Décision prise par le Rapporteur spécial en application des articles 92 et 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 2 octobre 2013 (non publiée sous forme de document)
<i>Date des constatations :</i>	6 novembre 2015
<i>Objet :</i>	Imposition de la peine de mort à l'issue d'un procès inéquitable, basé sur des aveux obtenus par la contrainte
<i>Question(s) de procédure :</i>	Défaut de coopération de l'État partie ; non-respect de la demande de mesures provisoires formulée par le Comité ; griefs insuffisamment étayés
<i>Question(s) de fond :</i>	Privation arbitraire de la vie ; torture et mauvais traitements ; <i>habeas corpus</i> ; droit à un procès équitable mené par un tribunal indépendant et impartial ; droit à la présomption d'innocence ; droit de ne pas être forcé de témoigner contre soi-même ou de s'avouer coupable
<i>Article(s) du Pacte :</i>	6 (par. 1 et 2), 7, 9 (par. 1 à 4) et 14 (par. 1, 2 et 3 b), d) et g))
<i>Article(s) du Protocole facultatif :</i>	1, 2 et 5 (par. 2 b))

GE.15-21669 (F) 311016 091216



\* 1 5 2 1 6 6 9 \*

Merci de recycler



## Annexe

### **Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (115<sup>e</sup> session)**

concernant la

#### **Communication n° 2289/2013\***

*Présentée par :* Pavel Selyun (représenté par un conseil, Andrei Paluda)

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Bélarus

*Date de la communication :* 27 septembre 2013 (date de la lettre initiale)

*Le Comité des droits de l'homme*, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Réuni le* 6 novembre 2015,

*Ayant achevé* l'examen de la communication n° 2289/2013 présentée Pavel Selyun en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Ayant tenu compte* de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

*Adopte* ce qui suit :

#### **Constatations au titre de l'article 5 (par. 4) du Protocole facultatif**

1.1 L'auteur de la communication est Pavel Selyun, de nationalité bélarussienne, né en 1990, qui, au moment de la soumission de la communication, se trouvait dans le quartier des condamnés à mort à Minsk après avoir été condamné à la peine capitale le 12 juin 2013 par le tribunal régional de Grodno. L'auteur se déclare victime d'une violation par le Bélarus des droits qu'il tient de l'article 6 (par. 1 et 2), de l'article 7, de l'article 9 (par. 1 à 4) et de l'article 14 (par. 1, 2 et 3 b), d) et g)) du Pacte. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 30 décembre 1992. L'auteur est représenté par un conseil.

1.2 Lorsque la communication a été enregistrée, le 2 octobre 2013, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, et en application de l'article 92 de son règlement intérieur, a demandé

---

\* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Víctor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

à l'État partie de ne pas procéder à l'exécution de M. Selyun tant que la communication le concernant serait à l'examen. Le Comité a renouvelé sa demande le 19 décembre 2013.

1.3 Le 22 mai 2014, le Comité a été informé par le conseil de l'auteur que ce dernier avait été exécuté le 17 avril 2014<sup>1</sup>.

### **Rappel des faits présentés par l'auteur**

2.1 Le 7 août 2012, l'auteur a été arrêté et conduit au poste de police du district de Oktiabr de la ville de Grodno. Il a été accusé du meurtre de deux personnes, de vol, de vol de passeport ou autres documents importants, et de mutilation de cadavre. Le 16 août 2012, sur ordre d'un procureur du Bureau du Procureur régional de Grodno, l'auteur a été officiellement placé en détention à la prison n° 1 à Grodno<sup>2</sup>.

2.2 Le conseil affirme que l'auteur n'a pas été « traduit dans le plus court délai devant un juge » afin que celui-ci statue sur la légalité de sa détention. L'auteur a été présenté devant un juge pour la première fois au début de son procès, le 25 février 2013<sup>3</sup>, soit plus de six mois après son arrestation. De plus, son arrestation ayant été ordonnée par un procureur, comme le veut le Code de procédure pénale biélorussien, et non par une autorité habilitée par la loi comme l'exige le Pacte, le conseil de l'auteur fait valoir que cette procédure a enfreint les droits garantis à l'auteur par le Pacte.

2.3 Le conseil fait valoir également que lorsque l'auteur a été conduit au poste de police le 7 août 2012, il a été jeté au sol et frappé par plusieurs policiers. Il a ensuite été interrogé et on lui a dit que s'il coopérait, cela jouerait en sa faveur et qu'il ne prendrait que dix ans de prison. Les policiers l'ont également menacé en lui disant que s'il n'avouait pas, il subirait des violences sexuelles de la part d'autres détenus. Ils l'ont aussi menacé de faire inculper son frère de différentes infractions. L'auteur a dénoncé ces violences physiques et psychologiques lors du procès, mais le tribunal a considéré qu'aucune violation n'avait été commise à son égard.

2.4 Le conseil signale que, lors du procès, l'auteur a également dénoncé ses conditions de détention, indiquant qu'il avait été placé à l'isolement, qu'on lui avait retiré tous ses vêtements à l'exception de ses sous-vêtements, qu'il avait été privé de nourriture et d'eau et n'avait pas accès à des sanitaires. Devant le tribunal, l'auteur a déclaré que les aveux qu'il avait signés avaient été extorqués par la torture et ne devraient pas être utilisés comme éléments de preuve. Le tribunal n'a tenu aucun compte de ces griefs.

2.5 Le conseil signale également que pendant le premier interrogatoire auquel l'auteur a été soumis, le 7 août 2012, les policiers n'ont pas fourni d'avocat à l'auteur. L'auteur a rencontré un premier avocat, qui avait été commis d'office, le 7 août 2012, mais seulement après le premier interrogatoire. Cet avocat a par la suite été remplacé par un autre avocat désigné par l'État pour des raisons inconnues de l'auteur. L'auteur a finalement pu engager un avocat privé au moment où il préparait un additif à son pourvoi en cassation<sup>4</sup>. Le conseil de l'auteur affirme en outre que pendant l'enquête préliminaire, presque tous les actes des enquêteurs se sont déroulés sans que l'avocat de l'auteur soit présent. Il fait valoir qu'en application de l'article 45 du Code de procédure pénale, l'auteur était soupçonné de crimes

<sup>1</sup> Le conseil soumet une copie du certificat de décès de l'auteur.

<sup>2</sup> Le conseil cite des passages de l'article 41 du Code de procédure pénale, établissant qu'un suspect doit être informé de ses droits d'informer les membres de sa famille ou ses proches de l'endroit où il se trouve, d'être interrogé dans un délai de vingt-quatre heures suivant le début de sa détention, en présence d'un avocat, et de garder le silence.

<sup>3</sup> On ne sait pas si l'auteur a soulevé la question du caractère arbitraire de sa détention à cette audience, au début de son procès.

<sup>4</sup> Le conseil ne donne pas d'autres précisions au sujet de ces avocats.

très graves, susceptibles d'emporter la peine de mort et que, par conséquent, il aurait dû se voir assigner un avocat qui aurait dû être présent lorsqu'il a signé différents documents relatifs à l'enquête préliminaire.

2.6 Le conseil indique en outre que lors de l'évaluation psychologique et psychiatrique à laquelle l'auteur a été soumis, de nombreux aspects de la vie de l'auteur n'ont pas été pris en considération, et que son état psychique a été ignoré<sup>5</sup>.

2.7 Le 12 juin 2013, le tribunal régional de Grodno a déclaré l'auteur coupable de deux meurtres, de vol et de mutilation de cadavre, et l'a condamné à mort. Le conseil de l'auteur signale que pendant le procès, le tribunal a clairement fait preuve de partialité à l'égard de l'auteur<sup>6</sup>. En ce qui concerne la présomption d'innocence, consacrée à l'article 14 (par. 2) du Pacte, le tribunal n'a tenu aucun compte de plusieurs divergences entre les déclarations faites par l'auteur à la police et les déclarations faites pendant les audiences<sup>7</sup>. Conformément à l'observation générale n° 32 (2007) du Comité relative au droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, normalement, les défendeurs ne devraient pas être menottés ou enfermés dans des cages. Malgré ces dispositions, l'auteur a été enfermé dans une cage métallique pendant toute la durée des audiences. Une escorte de quatre policiers a forcé l'auteur à marcher la tête penchée vers les genoux, un traitement réservé aux personnes risquant la peine de mort. Après le prononcé du jugement, l'auteur a été forcé de revêtir une tenue spéciale portant un acronyme indiquant qu'il était condamné à mort, alors même que le jugement n'était pas encore passé en force de chose jugée. Son affaire a fait l'objet d'une large couverture dans les médias publics, avant même le début du procès, et une chaîne de télévision de grande audience a présenté l'auteur comme étant un « criminel ».

2.8 Le conseil fait valoir que l'auteur a été condamné à mort sur la base d'aveux obtenus par la torture et des mauvais traitements, que le tribunal n'aurait pas dû retenir comme preuves. Pendant les audiences devant le tribunal, l'auteur a clairement affirmé qu'on l'avait torturé pour l'obliger à avouer, et que les policiers avaient menacé ses proches. Le tribunal a ignoré le témoignage de l'auteur. Après le prononcé du jugement, l'auteur n'en a pas reçu copie, ce qui constitue une violation du paragraphe 7 de l'article 308 du Code de procédure pénale.

2.9 Les 19 juin et 11 septembre 2013, l'auteur, par l'intermédiaire de son avocat, a formé un recours en annulation auprès de la Cour suprême du Bélarus, arguant notamment que les droits qui lui étaient reconnus par plusieurs articles du Pacte avaient été violés. Le 17 septembre 2013, la Cour suprême a rejeté son recours, estimant que la condamnation de l'auteur était pleinement fondée sur les éléments de preuve du dossier. La Cour suprême n'a pas non plus tenu compte des plaintes formulées par l'auteur, qui disait avoir été forcé de s'avouer coupable.

2.10 Le conseil de l'auteur affirme que tous les recours internes disponibles ont été épuisés.

### **Teneur de la plainte**

3. Le conseil affirme qu'il y a eu violation par l'État partie des droits garantis à l'auteur par l'article 6 (par. 1 et 2), l'article 7, l'article 9 (par. 1 à 4) et l'article 14 (par. 1, 2 et 3 b), d) et g)) du Pacte parce que l'auteur a fait l'objet d'une arrestation arbitraire et de tortures et de mauvais traitements après son arrestation, et qu'il a été reconnu coupable de

---

<sup>5</sup> Le conseil ne donne pas de précisions à ce sujet.

<sup>6</sup> Le conseil indique que les représentants des victimes des infractions présumées « se sont montrés très agressifs » envers l'auteur, mais ne donne pas plus de détails.

<sup>7</sup> Aucune autre information n'est donnée.

crimes graves et condamné à mort à l'issue d'un procès inéquitable, sur la base d'aveux obtenus par la force.

#### **Observations de l'État partie sur la recevabilité**

4. Dans une note verbale datée du 2 décembre 2013, l'État partie a fait part de sa préoccupation au sujet de l'enregistrement non justifié de la communication émanant de M. Selyun qui, estimait-il, n'avait pas épuisé tous les recours qui lui étaient ouverts dans l'État partie, sans donner de précisions. L'État partie a également signalé que l'auteur avait soumis un recours en grâce auprès du Président du Bélarus<sup>8</sup>.

#### **Délibérations du Comité**

##### *Défaut de coopération de l'État partie et non-respect de la demande de mesures provisoires*

5.1 Le Comité note que l'État partie n'a pas respecté la demande de mesures provisoires qu'il avait faite en procédant à l'exécution de l'auteur avant que le Comité ait achevé l'examen de la communication.

5.2 Le Comité rappelle que l'article 39 (par. 2) du Pacte l'autorise à établir son propre règlement intérieur, que les États parties ont accepté de reconnaître. Il fait observer en outre que tout État partie au Pacte qui adhère au Protocole facultatif reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte<sup>9</sup>. En adhérant au Protocole facultatif, les États parties s'engagent implicitement à coopérer de bonne foi avec le Comité pour lui permettre et lui donner les moyens d'examiner les communications qui lui sont soumises et, après l'examen, de faire part de ses constatations à l'État partie et à l'intéressé<sup>10</sup>. Un État partie contrevient aux obligations qui lui incombent au titre de l'article premier du Protocole facultatif s'il adopte une mesure, quelle qu'elle soit, qui empêche le Comité de prendre connaissance de communications, d'en mener l'examen à bonne fin et de faire part de ses constatations<sup>11</sup>.

5.3 En l'espèce, le Comité fait observer que lorsque l'auteur lui a soumis la communication le 27 septembre 2013, il l'a informé qu'il était condamné à mort et que la peine pouvait être exécutée à tout moment. Le 2 octobre 2013, le Comité a demandé à l'État partie de ne pas procéder à l'exécution de l'auteur tant que son cas serait à l'examen. Le 19 décembre 2013, le Comité a renouvelé sa demande. Le 22 mai 2014, il a été informé que l'auteur avait été exécuté, malgré la demande de mesures provisoires de protection. Le Comité note qu'il n'est pas contesté que l'exécution en question a eu lieu bien qu'une demande de mesures provisoires de protection en bonne et due forme ait été adressée à l'État partie puis ait été renouvelée.

5.4 Le Comité réaffirme qu'indépendamment de toute violation du Pacte qui lui est imputée dans une communication, l'État partie contrevient gravement aux obligations qui lui incombent en vertu du Protocole facultatif s'il prend une mesure qui empêche le Comité de mener à bonne fin l'examen d'une communication faisant état d'une violation du Pacte ou qui rend l'action du Comité sans objet et l'expression de ses constatations sans valeur et

<sup>8</sup> L'État partie ne donne pas plus d'informations quant à l'issue de ce recours en grâce.

<sup>9</sup> Préambule et article premier du Protocole facultatif.

<sup>10</sup> Art. 5 (par. 1 et 4) du Protocole facultatif.

<sup>11</sup> Voir, notamment, les communications n° 869/1999, *Piandiong et consorts c. Philippines*, constatations adoptées le 19 octobre 2000, par. 5.1 ; n°s 1461/2006, 1462/2006, 1476/2006 et 1477/2006, *Maksudov et consorts c. Kirghizistan*, constatations adoptées le 16 juillet 2008, par. 10.1 à 10.3 ; n° 1906/2009, *Yuzepchuk c. Bélarus*, constatations adoptées le 24 octobre 2014, par. 6.2.

de nul effet<sup>12</sup>. En l'espèce, l'auteur a affirmé que les droits qu'il tenait de plusieurs articles du Pacte avaient été violés d'une manière qui influait directement sur la légalité de sa condamnation à mort. Ayant été notifié de la communication et de la demande de mesures provisoires de protection formulée par le Comité, l'État partie a gravement contrevenu aux obligations qui lui incombent en vertu du Protocole facultatif en exécutant la victime présumée avant que le Comité ait mené l'examen de la communication à bonne fin.

5.5 Le Comité rappelle que l'adoption de mesures provisoires en application de l'article 92 de son règlement intérieur, adopté conformément à l'article 39 du Pacte, est essentielle au rôle qui lui a été confié en vertu du Protocole facultatif afin d'éviter qu'un préjudice irréparable ne soit causé à la victime d'une violation présumée. Le non-respect de cet article, en particulier par une action irréversible comme, en l'espèce, l'exécution de M. Selyun, compromet la protection des droits consacrés par le Pacte qui est assurée par le Protocole facultatif<sup>13</sup>.

#### *Examen de la recevabilité*

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément l'article 5 (par. 2 a)) du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.3 Concernant la condition énoncée à l'article 5 (par. 2 b)) du Protocole facultatif, le Comité note l'argument de l'État partie qui affirme que M. Selyun n'avait pas épuisé tous les recours internes au moment où il a soumis sa communication, en particulier compte tenu du fait que son recours en grâce demeurerait pendant. À cet égard, et au vu des informations relatives à l'exécution de l'auteur, le Comité rappelle sa jurisprudence selon laquelle la grâce présidentielle est une voie de recours extraordinaire<sup>14</sup> et, de ce fait, ne constitue pas un recours utile au sens de l'article 5 (par. 2 b)) du Protocole facultatif. De surcroît, en l'espèce, la grâce n'aurait pu à elle seule constituer un recours utile pour les violations alléguées. Le Comité considère par conséquent qu'il n'est pas empêché par les dispositions de l'article 5 (par. 2 b)) du Protocole facultatif d'examiner la communication.

6.4 Le Comité prend note des allégations de l'auteur qui affirme que ses droits garantis à l'article 9 (par. 1 et 2) et à l'article 14 (par. 1) du Pacte ont été violés. Il note que l'État partie n'a pas contesté ces allégations. Toutefois, faute d'informations détaillées ou d'explications supplémentaires ou d'autres éléments versés au dossier à l'appui de ces griefs, le Comité considère que ceux-ci ne sont pas suffisamment étayés aux fins de la recevabilité, et déclare cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

<sup>12</sup> Voir, notamment, les communications n° 1276/2004, *Idieva c. Tadjikistan*, constatations adoptées le 31 mars 2009, par. 7.3 ; et n° 2120/2011, *Kovaleva et Kozyar c. Bélarus*, constatations adoptées le 29 octobre 2012, par. 9.4.

<sup>13</sup> Voir, notamment, les communications n° 964/2001, *Saidova c. Tadjikistan*, constatations adoptées le 8 juillet 2004, par. 4.4 ; n° 1280/2004, *Tolipkhuzhaev c. Ouzbékistan*, constatations adoptées le 22 juillet 2009, par. 6.4 ; et *Kovaleva et Kozyar c. Bélarus*, par. 9.5.

<sup>14</sup> Voir les communications n° 1033/2001, *Singarasa c. Sri Lanka*, constatations adoptées le 21 juillet 2004, par. 6.4 ; n° 1132/2002, *Chisanga c. Zambie*, constatations adoptées le 18 octobre 2005, par. 6.3 ; et *Kovaleva et Kozyar c. Bélarus*, par. 10.4.

6.5 Le Comité considère que les autres griefs, qui soulèvent des questions au titre de l'article 6 (par. 1 et 2), de l'article 7, de l'article 9 (par. 3 et 4) et de l'article 14 (par. 2 et 3 b), d) et g)) du Pacte, sont suffisamment étayés aux fins de la recevabilité et procède à leur examen quant au fond.

#### *Examen au fond*

7.1 Conformément à l'article 5 (par. 1) du Protocole facultatif, le Comité a examiné la présente communication en tenant compte des informations qui lui ont été communiquées.

7.2 Le Comité prend note des griefs tirés de l'article 7 du Pacte par l'auteur, qui affirme qu'il a été frappé par plusieurs policiers et soumis à des pressions physiques et psychologiques visant à lui faire avouer plusieurs infractions<sup>15</sup>. Le Comité constate que ces griefs n'ont pas été réfutés par l'État partie. Il rappelle que, dès lors qu'une plainte concernant des mauvais traitements prohibés par l'article 7 a été déposée, celle-ci doit faire l'objet d'une enquête rapide et impartiale de la part des autorités de l'État partie<sup>16</sup>. Le Comité note que, malgré des indications selon lesquelles l'auteur a été torturé et malgré les plaintes déposées à ce sujet par l'auteur, l'État partie n'a fourni aucun renseignement prouvant que les autorités ont enquêté sur ces allégations précises. Dans ces circonstances, il convient d'accorder le crédit voulu aux allégations de l'auteur. Le Comité conclut en conséquence que les faits dont il est saisi font apparaître une violation des droits garantis à l'auteur par l'article 7 du Pacte.

7.3 Le Comité prend note en outre des griefs de l'auteur qui affirme qu'il a été soumis à la torture et contraint d'avouer plusieurs infractions, et que ces aveux ont servi de fondement aux tribunaux pour établir sa culpabilité, bien qu'il ait demandé que ces éléments de preuve soient supprimés. Le Comité rappelle que la garantie énoncée à l'article 14 (par. 3 g)) du Pacte doit être comprise comme l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête de s'abstenir de toute pression physique ou psychologique directe ou indirecte sur l'accusé visant à obtenir une reconnaissance de culpabilité<sup>17</sup>. Il faut veiller à ce que les informations obtenues sous la torture « ne constituent pas des éléments de preuve »<sup>18</sup>. En l'absence d'informations fournies par l'État partie à ce sujet, le Comité conclut que les faits dont il est saisi font apparaître une violation distincte des droits reconnus à l'auteur à l'article 14 (par. 3 g)) du Pacte.

7.4 Le Comité rappelle que, conformément à l'article 9 (par. 3), tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale « sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires ». Il rappelle également que « si le sens exact à donner à l'expression "dans le plus court délai" peut varier selon les circonstances objectives, le laps de temps ne devrait pas dépasser quelques jours à partir du moment de l'arrestation. De l'avis du Comité, quarante-huit heures suffisent généralement à transférer l'individu et à préparer l'audition judiciaire ; tout délai supérieur à quarante-huit heures doit rester absolument exceptionnel et être justifié par les circonstances »<sup>19</sup>. Le Comité note que, d'après les allégations de l'auteur, qui n'ont pas été contestées, l'auteur a été arrêté le 7 août 2012, a été officiellement placé en détention provisoire sur ordre d'un procureur le 16 août 2012 et n'a été présenté à un juge que lorsque

<sup>15</sup> Voir le paragraphe 2.3 ci-dessus.

<sup>16</sup> Voir l'observation générale n° 20 (1992) sur l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, par. 14.

<sup>17</sup> Voir, par exemple, l'observation générale n° 32, par. 41, et les communications n° 330/1988, *Berry c. Jamaïque*, constatations adoptées le 7 avril 1994, par. 11.7 ; *Singarasa c. Sri Lanka*, par. 7.4 ; et n° 1769/2008, *Ismailov c. Ouzbékistan*, constatations adoptées le 25 mars 2011, par. 7.6.

<sup>18</sup> Voir l'observation générale n° 32, par. 41.

<sup>19</sup> Voir l'observation générale n° 35 (2014) sur la liberté et la sécurité de la personne, par. 33.

le procès a débuté, le 25 février 2013. Le Comité rappelle que, dans son observation générale n° 35, il a indiqué qu'il était inhérent au bon exercice du pouvoir judiciaire que ce contrôle soit assuré par une autorité indépendante, objective et impartiale par rapport aux questions traitées et qu'un procureur ne pouvait pas être considéré comme une autorité habilitée à exercer des fonctions judiciaires au sens de l'article 9 (par. 3). Dans ces circonstances, le Comité considère que l'auteur n'a pas été traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, comme l'exige l'article 9 (par. 3) du Pacte. Par conséquent, le Comité conclut que les faits susmentionnés font apparaître une violation des droits de l'auteur au titre de l'article 9 (par. 3) du Pacte. Partant de cette constatation, le Comité décide de ne pas examiner séparément le grief de violation de l'article 9 (par. 4) du Pacte.

7.5 Le Comité prend note également des allégations de l'auteur qui soutient que le principe de la présomption d'innocence n'a pas été respecté dans son cas, parce qu'il a été entravé et enfermé dans une cage métallique pendant les audiences et qu'on l'a obligé à marcher la tête baissée vers les genoux. À ce propos, le Comité renvoie à sa jurisprudence, notamment telle que reprise dans son observation générale n° 32, aux termes de laquelle « du fait de la présomption d'innocence, qui est indispensable à la protection des droits de l'homme, la charge de la preuve incombe à l'accusation, nul ne peut être présumé coupable tant que l'accusation n'a pas été établie au-delà de tout doute raisonnable, l'accusé a le bénéfice du doute et les personnes accusées d'avoir commis une infraction pénale ont le droit d'être traitées selon ce principe »<sup>20</sup>. Dans la même observation générale, le Comité dit en outre que les défendeurs ne devraient pas normalement être entravés ou enfermés dans des cages pendant les audiences, ni présentés au tribunal d'une manière laissant penser qu'ils peuvent être des criminels dangereux, et que les médias devraient éviter de rendre compte des procès d'une façon qui porte atteinte à la présomption d'innocence<sup>21</sup>. Compte tenu des informations dont il est saisi, et en l'absence de toute autre explication ou argumentation pertinente de la part de l'État partie quant à la nécessité de maintenir l'auteur dans une cage métallique pendant son procès, le Comité considère que les faits tels qu'ils sont présentés font apparaître une violation du droit de M. Selyun à la présomption d'innocence, garanti par l'article 14 (par. 2) du Pacte.

7.6 Le Comité prend également note des allégations de l'auteur qui affirme que, pendant l'enquête préliminaire, il n'a pas pu bénéficier de manière effective et continue des services d'un avocat et qu'il a pu engager un avocat à titre privé seulement dans le cadre de sa préparation du pourvoi en cassation. Dans ce contexte, le Comité note par exemple que, pendant sa détention provisoire, qui a duré plus de six mois, l'auteur n'a pas bénéficié de manière effective et continue des services de ses avocats, et que la plupart des actes d'instruction, comme les interrogatoires et contre-interrogatoires, ont été accomplis en l'absence d'un avocat. Le Comité constate également que ces allégations n'ont pas été réfutées par l'État partie. En conséquence, il considère qu'il convient d'accorder le crédit voulu aux allégations de l'auteur. Se référant à son observation générale n° 32, le Comité rappelle que « dans les affaires où l'accusé risque la peine capitale, il va de soi qu'il doit bénéficier de l'assistance effective d'un avocat à tous les stades de la procédure »<sup>22</sup>. Dans ces circonstances, le Comité conclut que les faits tels que présentés par l'auteur font apparaître une violation des droits garantis par l'article 14 (par. 3 b) et d)) du Pacte.

7.7 Le conseil affirme également qu'il y a eu violation du droit à la vie, garanti par l'article 6 du Pacte, puisque l'auteur a été condamné à la peine capitale à l'issue d'un procès inéquitable. Le Comité observe que ces allégations n'ont pas été réfutées par l'État

<sup>20</sup> Voir l'observation générale n° 32, par. 30.

<sup>21</sup> Ibid. Voir également la communication n° 1405/2005, *Pustovoit c. Ukraine*, constatations adoptées le 20 mars 2014, par. 9.2.

<sup>22</sup> Voir l'observation générale n° 32, par. 38.



partie. À ce sujet, le Comité rappelle son observation générale n° 6 (1982) sur le droit à la vie, dans laquelle il a souligné que la peine de mort ne peut être prononcée que conformément à la législation et ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du Pacte, ce qui implique que « les garanties d'ordre procédural prescrites dans le Pacte doivent être observées, y compris le droit à un jugement équitable rendu par un tribunal indépendant, la présomption d'innocence, les garanties minima de la défense et le droit de recourir à une instance supérieure »<sup>23</sup>. Dans le même contexte, le Comité rappelle sa jurisprudence, réaffirmant que le fait de prononcer une condamnation à la peine capitale à l'issue d'un procès au cours duquel les dispositions de l'article 14 du Pacte n'ont pas été respectées constitue une violation de l'article 6 du Pacte<sup>24</sup>. Étant donné qu'il a établi une violation de l'article 7 et de l'article 14 (par. 2 et 3 d) et g)) du Pacte et compte tenu, en particulier, des allégations non réfutées de l'auteur, qui affirme que des tortures et des mauvais traitements lui ont été infligés pour qu'il fasse des aveux, lesquels ont servi de fondement à l'établissement de sa culpabilité, le Comité conclut que M. Selyun a été condamné de manière définitive à la peine de mort puis exécuté sans que les prescriptions de l'article 14 aient été respectées et qu'il en est résulté une violation de son droit à la vie consacré à l'article 6 du Pacte.

8. Le Comité, agissant en vertu de l'article 5 (par. 4) du Protocole facultatif, constate que les faits dont il est saisi font apparaître une violation des droits reconnus à M. Selyun aux articles 6, 7, 9 (par. 3) et 14 (par. 2 et 3 b), d) et g)) du Pacte. L'État partie a également manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article premier du Protocole facultatif.

9. Conformément à l'article 2 (par. 3 a)) du Pacte, l'État partie est tenu d'accorder un recours utile. Il doit donc accorder pleine réparation aux personnes dont les droits garantis par le Pacte ont été violés. Par conséquent, l'État partie a l'obligation, entre autres, de mener une enquête impartiale, diligente et approfondie sur les allégations de torture, d'engager des poursuites contre les personnes responsables et d'offrir une indemnisation financière adéquate pour le décès de l'auteur, et le remboursement des frais de justice engagés. L'État partie est également tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas et, compte tenu des obligations qui lui incombent en vertu du Protocole facultatif, de coopérer de bonne foi avec le Comité, en particulier en se conformant à ses demandes de mesures provisoires.

10. Étant donné qu'en adhérant au Protocole facultatif l'État partie a reconnu que le Comité avait compétence pour déterminer s'il y avait eu violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits reconnus dans le Pacte et à assurer un recours utile et exécutoire lorsqu'une violation a été établie, le Comité souhaite recevoir de l'État partie, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet à ses constatations. L'État partie est invité en outre à rendre publiques les présentes constatations et à les diffuser largement sur son territoire en biélorusse et en russe.

<sup>23</sup> Voir aussi la communication n° 253/1987, *Kelly c. Jamaïque*, constatations adoptées le 8 avril 1991, par. 5.14.

<sup>24</sup> Voir l'observation générale n° 32, par. 59 ; et les communications n° 719/1996, *Levy c. Jamaïque*, constatations adoptées le 3 novembre 1998, par. 7.3 ; n° 1096/2002, *Kurbanov c. Tadjikistan*, constatations adoptées le 6 novembre 2003, par. 7.7 ; n° 1044/2002, *Shukurova c. Tadjikistan*, constatations adoptées le 17 mars 2006, par. 8.6 ; *Idieva c. Tadjikistan*, par. 9.7 ; n° 1304/2004, *Khoroshenko c. Fédération de Russie*, constatations adoptées le 29 mars 2011, par. 9.11 ; et n° 1545/2007, *Gunan c. Kirghizistan*, constatations adoptées le 25 juillet 2011, par. 6.5.